

JURISTENDANCES TELECOMS INFORMATIQUE ET LIBERTES ■ N° 206 ■ Avril 2020



Covid-19: Disponibilité et continuité d'activité

Face à la crise sanitaire sans précédent que nous traversons, le cabinet Lexing Alain Bensoussan Avocats est passé en mode <u>totalement virtuel</u>, permettant d'assurer le maintien en condition opérationnelle de ses activités afin de pouvoir assister ses clients comme en situation normale. • <u>Lire l'article</u>



Diffamation et concurrence déloyale : compétence exclusive du tribunal judiciaire

Le tribunal judiciaire (TJ) – anciennement tribunal de grande instance (TGI) – est seul compétent pour se prononcer sur un litige mêlant à la fois diffamation et concurrence déloyale. • Lire l'article



Ordonnance d'urgence sur la commande publique

Une ordonnance d'urgence a été adoptée pour adapter les règles de passation et d'exécution des contrats de la commande publique durant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19.

• Lire l'article



Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle

Le projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et à la souveraineté culturelle à l'ère numérique dynamise la création audiovisuelle et renforce la protection du public contre les excès du numérique. • <u>Lire l'article</u>



Covid-19 et cybersécurité

Quels sont les conseils pour ne pas tomber dans les pièges des cybercriminels qui multiplient les attaques ? Quels sont les scénarios d'attaques les plus courants et les risques juridiques ?

• Lire l'article



Contrat de prêt de bitcoins, contrat de prêt à la consommation

Dans une décision du 26 février 2020, le tribunal de commerce de Nanterre a tranché la question de la qualification du bitcoin et du contrat de prêt de bitcoins.

• Lire l'article



E-réputation : l'importance de recourir à l'arsenal juridique

Virginie Bensoussan Brulé évoque pour Net Wash l'arsenal juridique protégeant l'eréputation et l'importance d'y recourir à bon escient. L'e-réputation est devenue un véritable enjeu pour les entreprises. • Lire l'article



Les Echos : cinq avocats avec lesquels il faudra compter

Jérémy Bensoussan figure parmi les cinq avocats choisis par Les Echos dans les domaines notamment du droit de la data et de la protection des données personnelles.

• Lire l'article



Procédure disciplinaire : l'entretien préalable en confinement

Comment mettre en place un entretien préalable en confinement ? Face au Coronavirus, la procédure disciplinaire et notamment l'entretien préalable en face-à-face peut-il continuer à se tenir ? • <u>Lire l'article</u>



Covid-19 et données personnelles

Covid-19 et données personnelles : la collecte et le traitement des données personnelles pour endiguer la pandémie du Covid-19 sont particulièrement encadrés.

• Lire l'article



Les grandes manœuvres sont lancées pour la 5G en France

Les candidats à l'attribution de fréquences pour le déploiement de la 5G en France se sont fait connaître auprès de l'Arcep.

• Lire l'article



Sécurité numérique des mairies : l'essentiel de la réglementation

RGPD, eIDAS, RGS... Pour répondre au défi de la sécurité numérique, les mairies sont confrontées à des contraintes règlementaires nombreuses et complexes.

• Lire l'article



Marchés publics et contrefaçon : le juge judiciaire est seul compétent

Le juge judiciaire est seul compétent pour se prononcer sur les litiges relatifs à un marché public entaché d'irrégularité, l'offre retenue contrefaisant un des brevets du requérant. • Lire l'article

Textes et jurisprudence clés

Covid-19 et dématérialisation – Le formulaire permettant de générer une attestation officielle de déplacement dématérialisée est téléchargeable depuis le 6 avril 2020 (<u>Lien</u>).

Covid-19 et droit du travail – Adaptation temporairement des conditions et modalités d'attribution de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du Code du travail et modifiant, à titre exceptionnel, les dates limites et les modalités de versement des sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation (Ordonnance 2020-322 du 25-03-2020); mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos (Ordonnance 2020-323 du 25-03-2020); mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421 2 du code du travail (Ordonnance 2020-324 du 25-03-2020); modification des modalités du mode de calcul de l'allocation compensatrice versée par l'Etat aux employeurs en cas d'activité partielle (Décret 2020-325 du 25-03-2020).

Covid-19 et télésanté – Adaptation des conditions du bénéfice des prestations en espèces d'assurance maladie et de prise en charge des actes de télémédecine pour les personnes exposées au Covid-19, notice (<u>Décret 2020-227 du 9-03-2020</u>; <u>Arrêté du 23-03-2020</u>).

Covid-19 et collectivités territoriales – Adoption de mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux face aux conséquences de l'épidémie de covid-19 (<u>Ordonnance 2020-330 du 25-03-2020</u>) et de mesures de continuité du fonctionnement des établissements publics et d'autres organismes collégiaux de droit public (<u>Ordonnance 2020-391 du 01-04-2020</u>; <u>Notice explicative</u>).

Covid-19 et justice – Adaptation des règles de procédure pénale sur le fondement de la loi 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 (Ordonnance 2020-303 du 25-03-2020), des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif (Ordonnance 2020-305 du 25-03-2020) et prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période (Ordonnance 2020-306 du 25-03-2020).

Covid-19 et protection des données – Le Comité européen de la protection des données rappelle que les règles de protection des données personnelles issues du RGPD continuent à s'appliquer (Communiqué CEPD-EDPB).

Abus de dépendance économique – L'Autorité de la concurrence sanctionne Apple (1,1 milliard d'euros) pour ententes au sein de son réseau de distribution et abus de dépendance économique vis-à-vis de ses revendeurs indépendants "premium" (<u>Décision du 16-03-2020</u>).

Droit à l'oubli – Google est condamnée en Suède (<u>The decision of the Swedish DPA against Google 11-03-2020</u>).

IA et RGPD – Le Centre for Information Policy Leadership (CIPL), analyse l'impact du RGPD sur le développement et l'utilisation de l'intelligence artificielle par les organisations traitant des données personnelles (CIPL's Legal Note on GDPR Regulation of AI).

Clause abusive – Le juge est tenu de vérifier de sa propre initiative les autres clauses du contrat pour autant qu'elles soient liées à l'objet du litige dont il est saisi (<u>CJUE C-511/17 du 11-03-2020</u>).

Security Tokens – L'AMF publie une étude faisant un état des lieux et une analyse de l'application de la règlementation financière aux Security Tokens (<u>Étude AMF 2020</u>).

Pratiques anticoncurrentielles – La Commission publie une étude sur l'application du règlement sur les commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte, en application du règlement (UE) 2015/751 (Rapport final de l'étude).

Parcoursup – Le 2^{ème} rapport du Comité éthique et scientifique de Parcoursup, au Parlement dresse un bilan des évolutions de la plateforme en 2019, en particulier au regard des quatre prismes : transparence, efficience, équité et sécurité (<u>Rapport annuel</u>).

Bitcoins – Les juges se prononcent sur une problématique d'attribution d'actifs numériques issus d'un hard fork. (<u>Tribunal de commerce de Nanterre du 26-02-2020</u>).

Sécurité – L'ANSSI publie un Guide sur la sécurité numérique des collectivités territoriales présentant l'essentiel de la règlementation applicable (<u>Guide ANSSI 2020</u>).